

BULLETIN D'INFORMATION – ISE 002

RÉMUNÉRATION

LOI SUR L'IMPÔT DESTINÉ AUX SERVICES DE SANTÉ ET À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Publié : juin 2000

Révisé : janvier 2023

Le présent bulletin aidera les employeurs à déterminer quels types de paiements versés aux employés ou effectués en leur nom constituent une rémunération aux fins de la Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire (ISE).

Pour trouver des renseignements sur les taux d'imposition, les exemptions et d'autres renseignements généraux, se reporter au Bulletin ISE 001 – Renseignements à l'intention des employeurs.

SECTION 1 – DÉFINITION DE RÉMUNÉRATION

- La rémunération comprend notamment tout paiement, prestation ou allocation qui doit être inclus dans le revenu d'une personne par application du paragraphe 5(1) ou de l'article 6 ou 7 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la rémunération comprend :
 - les salaires et les traitements;
 - les primes;
 - les commissions et sommes similaires fixées en fonction des ventes réalisées ou des contrats conclus;
 - les autres allocations ou prestations imposables payées à un employé ou à un dirigeant.
- La rémunération comprend aussi tout ce qui a été fourni par un employeur à un régime ou à une fiducie au profit d'au moins un de ses employés sauf si, lorsqu'un montant ou un avantage prévu par le régime ou la fiducie est reçu, aucun montant ne doit être inclus, par application des dispositions du paragraphe 5(1) ou de l'article 6 ou 7 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), dans le calcul du revenu de l'employé.
- Cela exclut toute pension, rente ou pension de retraite versée par un employeur à un ex-employé après son départ à la retraite, ou tout montant ou toute valeur de ce qui a été fourni par un employeur à un régime ou à une fiducie si cela a déjà été inclus à titre de rémunération.

- Deux listes de prestations et d'allocations courantes sont présentées ci-dessous en vue de faciliter l'application correcte de l'ISE:

SECTION 2 – RÉMUNÉRATIONS SOUMISE À L'ISE

La rémunération, selon la définition ci-dessus, comprend les prestations ou les allocations suivantes payées à un employé ou à un dirigeant, ou versées en son nom :

- l'allocation pour chambre et pension;
- les honoraires;
- les voyages de loisir et les autres allocations de voyage (sauf celles mentionnées dans la section 3);
- les dépenses personnelles ou d'entretien (sauf celles mentionnées dans la section 3);
- les dons en argent ou en nature;
- les récompenses et les primes de rendement;
- les crédits de congés de maladie payés aux employés en cours d'emploi et qui doivent être compris dans le feuillet T4 d'un employé;
- les frais de scolarité qui doivent être inclus dans le feuillet T4 d'un employé;
- les bourses d'études versées directement aux employés (mais pas aux membres de la famille d'employés ayant un lien de dépendance, à moins que ce versement ait pour objet de remplacer le salaire ou la rémunération de l'employé);
- les gratifications ou les pourboires versés par l'employeur;
- les frais du directeurs et autres;
- l'utilisation à des fins personnelles d'une voiture de l'employeur;
- les prestations d'assurance-salaire (invalidité de courte durée, invalidité de longue durée ou indemnités hebdomadaires) versées périodiquement. Les prestations sont taxables qu'il y ait eu ou non des retenues à la source (Régime de pensions du Canada, assurance emploi et impôts sur le revenu);
- les prestations d'un régime de prestations aux employés en vertu de l'alinéa 6(1)g) de la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*;
- les contributions à une fiducie d'employés;
- les versements dans le cadre d'une entente d'échelonnement du traitement;
- les primes d'assurance-vie collective payées par l'employeur;
- les primes des régimes d'assurance collective contre la maladie ou les accidents payées par les employeurs, lorsque les prestations qui en découlent sont forfaitaires (les primes des régimes d'assurance-salaire qui prévoient des prestations payables de façon périodiques ne sont pas taxables);
- les primes des régimes **non collectifs** d'assurance contre la maladie ou les accidents, d'assurance-invalidité et d'assurance de sécurité du revenu payées par les employeurs;
- les contributions au REER d'un employé (mais non à un RPA, qui figure dans la section 3);
- les rabais sur les marchandises ou les services qui réduisent le prix de vente au point qu'il est plus bas que ce qu'il en coûte à l'employeur;

- toute taxe sur un bien ou un service payée au nom d'un employé;
- l'avantage découlant de prêts sans intérêt ou à intérêt modéré;
- toute somme radiée de la dette d'un employé;
- les subventions au logement et les remboursements pour pertes de logement versés par l'employeur;
- le logement gratuit ou à loyer modéré;
- les contributions à un régime d'intéressement d'employés;
- les indemnités de cessation d'emploi relatives au salaire impayés et aux crédits de vacances impayés et aux montants payés tenant lieu de préavis de cessation d'emploi (ne comprend pas les allocations de retraite mentionnées dans la section 3).
- les paiements liés à l'acceptation d'une offre d'emploi ou d'une fonction et ceux liés à un accord garantissant la non-concurrence après une cessation d'emploi ou la fin de l'exercice d'une fonction;
- les gains qu'un employé ou un dirigeant reçoit en vertu d'une option d'achat d'actions ou d'une émission d'actions, conformément à l'article 7 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- l'avantage découlant de la fourniture d'installations de loisirs par l'employeur à un groupe choisi ou à une catégorie d'employés (p. ex. aux cadres) gratuitement ou moyennant des frais symboliques;
- le remboursement lié à l'utilisation de l'automobile personnelle d'un employé dans le cadre de ses fonctions (c.-à-d. qu'il est imposable dans les cas suivants : si le taux par kilomètre n'est pas raisonnable; si l'employé reçoit un remboursement à taux fixe non lié au nombre de kilomètres parcourus; si l'employé obtient un remboursement combinant un taux fixe et un taux par kilomètre raisonnable);
- le stationnement fourni par l'employeur;
- les services d'un conseiller financier ou de préparation de la déclaration de revenu fournis à un employé;
- le remboursement (complet ou partiel) lié à l'utilisation d'un téléphone fourni par l'employé ou à l'accès Internet à domicile, autre que dans le cadre des fonctions de l'employé;
- les frais de déménagement non soumis à une justification et s'élevant à de plus de 650 \$ (remboursement par l'employeur de frais de déménagement pour lesquels l'employé n'a pas à fournir d'explications ni de reçus pour justifier les montants payés). La partie excédant la somme de 650 \$ est incluse;
- le remboursement de cotisations professionnelles lorsque l'employé en est le principal bénéficiaire (c.-à-d. que la cotisation professionnelle n'est pas une exigence de l'emploi);
- les contributions de l'employeur (y compris le paiement des frais d'administration) à un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) collectif;
- toute autre prestation ou allocation qu'un employeur est tenu de signaler comme revenu d'emploi d'un employé ou d'un dirigeant aux fins de l'impôt sur le revenu.

SECTION 3 –PRESTATIONS ET ALLOCATIONS EXEMPTES D'ISE

Les prestations ou allocations suivantes payées à un employé ou à un dirigeant, ou versées en son nom, ne constituent pas une rémunération aux fins d'application de l'ise :

- toute pension, rente ou pension de retraite;
- les allocations de retraite, y compris les paiements pour crédits de congés de maladie non-utilisés;
- les dividendes;
- la rémunération versée aux employés qui se présentent au travail à un établissement permanent de l'employeur à l'extérieur du Manitoba;
- les indemnités de décès versées à un bénéficiaire ou à une succession;
- les paiements découlant d'un régime d'intéressement différé;
- les prestations des régimes d'assurance contre la maladie ou les accidents, d'assurance-invalidité et d'assurance de sécurité du revenu, sauf s'il s'agit d'un régime d'assurance-salaire dans lequel les prestations sont versées périodiquement, comme cela est indiqué dans la section 2;
- les cotisations aux régimes et aux services suivants ou les primes qui y sont reliés:
 - un régime de pension agréé (RPA);
 - un régime privé d'assurance-maladie;
 - un régime d'intéressement différé;
 - les services de conseils aux employés;
 - les primes des régimes d'assurance-salaire dans lesquels les prestations sont versées périodiquement;
- les allocations raisonnables liées aux frais de déplacement professionnel;
- les allocations raisonnables (taux par kilomètre) versées à un employé pour l'utilisation de sa propre automobile dans le cadre de ses fonctions. Remarque: Les taux raisonnables figurent à l'article 7306 du Règlement de l'impôt sur le revenu;
- le paiement des frais de pension, d'hébergement et de transport engagés par un employé affecté à un lieu de travail particulier ou à un emploi dans une région éloignée;
- les subventions accordées pour les services scolaires offerts aux enfants d'un employé qui travaille dans une région éloignée ou dans une région non organisée;
- les services de garde si: les services sont fournis sur les lieux d'affaires de l'employeur; les services sont directement gérés par l'employeur; les services sont offerts à tous les employés à un coût minime ou gratuitement; les services ne sont pas offerts au grand public;
- les subventions accordées pour les repas;
- les allocations versées pour l'achat d'uniformes ou de vêtements particuliers;
- le paiement des frais de déménagement;
- les frais de déménagement non soumis à une justification et s'élevant au maximum à 650 \$ (remboursement par l'employeur de frais de déménagement pour lesquels l'employé n'a pas à fournir d'explications ni de reçus pour justifier les montants payés);

- le coût du transport des employés entre les points d'embarquement et le lieu de travail lorsque, pour des raisons de sécurité ou autres, les moyens de transport publics ou privés ne sont pas adéquats;
- l'utilisation des installations de loisirs d'un employeur (si elles sont accessibles à tous les employés);
- les frais d'adhésion à un club social ou les frais d'abonnement à un établissement de loisirs lorsque cela profite surtout à l'employeur;
- le stationnement fourni par l'employeur s'il est fourni pour des raisons d'affaires et que l'employé doit régulièrement utiliser sa propre automobile (ou celle fournie par l'employeur) dans le cadre de ses fonctions;
- les services de counseling lorsqu'ils visent le réemploi d'un employé; la retraite d'un employé; la santé mentale ou physique d'un employé;
- le téléphone cellulaire fourni par l'employeur ou le remboursement du téléphone cellulaire ou de l'accès Internet fourni par l'employé s'ils sont utilisés uniquement dans le cadre des fonctions de l'employé;
- le remboursement de cotisations professionnelles lorsque l'employeur en est le principal bénéficiaire (c.-à-d. que la cotisation professionnelle est une exigence de l'emploi);
- le revenu d'emploi (déclaré dans la case 71 du T4 de l'employé) qui est exonéré de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 87 de la *Loi sur les Indiens* (Canada). Les employeurs devraient avoir dans leurs dossiers le formulaire de l'Agence du revenu du Canada intitulé *TD1-IN – Détermination de l'exonération à l'égard d'un revenu d'emploi d'un indien* dûment rempli pour chaque employé pour lequel cette exonération est demandée.

SECTION 4 – REVENUS D'UN TRAVAILLEUR INDÉPENDANT ET SERVICES CONTRACTUELS

Revenus d'un travail indépendant

Les revenus d'un travail indépendant, c'est-à-dire les gains nets d'un propriétaire ou d'un partenaire, ne constituent pas une rémunération aux fins de l'ISE.

Services donnés aux entreprises, salaire et traitement

Les salaires ou les traitements versés aux employés constituent une rémunération. Cependant, lorsqu'il n'y a pas de relation employeur-employé entre l'employeur et la personne qui fournit un service, il s'agit alors d'un service donné à l'entreprise et le paiement ne constitue pas une rémunération aux fins de l'ISE.

On peut déterminer l'existence d'une relation employeur-employé en examinant les conditions d'emploi du travailleur ou les clauses du contrat de service. Voici les questions utilisées pour ce faire (elles sont semblable à celles utilisées par l'Agence du revenu du Canada) :

1. Dans quelle mesure l'employeur a-t-il un mot à dire sur la manière dont le travail est accompli ou sur les méthodes de travail?

2. Est-ce l'employeur ou le travailleur qui possède et entretient les outils, l'équipement et les autres fournitures nécessaires au travail?
3. Le travailleur a-t-il la possibilité de réaliser un profit?
4. Le travailleur est-il exposé aux pertes financières qui peuvent découler de ses activités, p. ex., pertes entraînées par des dommages causés à l'équipement, des dettes non recouvrables ou des délais de livraison des fournitures nécessaires au travail?
5. Le travailleur fournit-il les services dans le cadre général de son entreprise ou uniquement à un client?
6. L'employeur contribue-t-il au Régime de pensions du Canada (RPC), à l'assurance-emploi ou à d'autres avantages sociaux?

Remarque: En cas de doute, communiquez avec Finances Manitoba pour déterminer si des paiements représentent une rémunération versée à un employé ou s'il s'agit d'un contrat de service.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le présent bulletin est offert à titre indicatif et n'est pas exhaustif. Pour obtenir la formulation exacte des mesures législatives, veuillez consulter la Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire et son règlement d'application.

Renseignements :

Bureau de Winnipeg

Finances Manitoba

401, avenue York, bureau 101

Winnipeg (Manitoba) R3C 0P8

Téléphone : 204 945-5603

N° sans frais au Manitoba : 1 800 782-0318

Télécopieur : 204 948-2087

Courriel : MBTax@gov.mb.ca

Site Web: <https://www.manitoba.ca/finance/taxation/>

SERVICES EN LIGNE

Vous trouverez des publications et des formules relatives aux taxes et aux impôts administrés par Finances Manitoba, ainsi qu'un lien vers les lois et les règlements du Manitoba, sur notre site Web, [ici](#). Vous pouvez également vous procurer ces formulaires et ces publications en communiquant avec Finances Manitoba.

Notre service en ligne TAXcess, accessible [ici](#), est un moyen simple et sûr de faire une demande d'ouverture de compte, de consulter vos comptes, de soumettre vos déclarations et de payer vos taxes et vos impôts administrés par le Manitoba.